

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200162]

17 DECEMBRE 2015. — Arrêté ministériel concernant l'identification des partenaires et la gestion autonome des exploitations agricoles et modifiant l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.22, § 4, D. 24, § 2 et § 3, D.241, D.242 et D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les articles 3, § 3, 4, § 1^{er}, 53, alinéa 1^{er}, et 56, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015, l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 17 septembre 2015;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.413/4du Conseil d'Etat, donné le 30 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *L'identification des partenaires et la gestion autonome des exploitations agricoles*

Article 1^{er}. Les coordonnées de contact du partenaire visées à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015, sont :

- 1^o le domicile ou le siège social;
- 2^o le cas échéant, l'adresse administrative;
- 3^o le cas échéant, une adresse de courrier électronique;
- 4^o un numéro de téléphone.

Les coordonnées bancaires du partenaire visées à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 sont :

- 1^o le numéro IBAN du compte bancaire du partenaire;
- 2^o le code BIC du compte bancaire du partenaire.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. Dans l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, après l'article 2, il est inséré un chapitre I^{er}/1, comportant les articles 2/1 et 2/2 rédigés comme suit :

« CHAPITRE I^{er}/1. Critères relatifs au maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture aux fins de l'article 4, § 1^{er}, point c), ii), du Règlement n° 1307/2013

Art. 2/1. En application de l'article 8/2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les signes d'une taille et d'un entretien réalisés au moins une fois tous les deux ans sont les suivants :

- 1^o pour les cultures fruitières pluriannuelles de basses tiges, absence de branches mortes, cassées, endommagées ou malades ainsi que de chicot;
- 2^o pour les framboisiers, les cannes ayant fructifié sont coupées;
- 3^o pour les vignes, les sarments sont coupés de façon à maintenir le potentiel de production et la structure de la plante;
- 4^o pour la culture de houblon, les lianes sont coupées de façon à maintenir le potentiel de production et la structure de la plante.

Art. 2/2. En application de l'article 8/2, alinéa 3, du même arrêté, les cultures permanentes qui ne sont pas soumises à l'article 8/2, alinéa 4, du même arrêté sont :

- 1° les cultures fruitières pluriannuelles de hautes tiges;
- 2° les pépinières de plants forestiers;
- 3° le noisetier;
- 4° le noyer;
- 5° les cultures forestières à rotation courte et les taillis à très courte rotation;
- 6° les miscanthus. ».

Art. 3. A l'article 25 du même arrêté, le paragraphe 2, 5°, est complété par les mots « , pour autant que la repousse d'au moins une des espèces soit assurée. ».

Art. 4. A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par le 6° rédigé comme suit :

« 6° *Trifolium* spp. »;

2° au paragraphe 2, 7°, les mots « et de trèfle » sont insérés entre les mots « cultures de luzerne » et « et une zone refuge ».

Art. 5. L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. § 1^{er}. En application de l'article 56, § 3, 1°, de l'arrêté du 12 février 2015, le nombre d'hectares qu'un titulaire peut faire valoir en application de l'article 56, § 2, est déterminé selon la formule suivante :

$A \times H$

dans laquelle :

A = la proportion des parts, ou de l'apport du titulaire dans le capital du partenaire, exprimée en pourcentage;

H = le nombre d'hectares du partenaire potentiellement éligible au paiement redistributif.

Le nombre d'hectare qu'un titulaire peut faire valoir est limité à 30 hectares.

Les titulaires supportent la charge de la preuve de leurs parts respectives.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, dans le cas d'une association sans personnalité juridique constituée par d'un titulaire et de son conjoint aidant visé à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, si les conjoints ne savent pas prouver par d'autres éléments de preuves leurs parts ou leur apports respectives en raison de circonstances particulières, le titulaire et son conjoint aidant peuvent produire une convention de répartition mentionnant :

1° l'identification complète du titulaire et de son conjoint aidant;

2° l'identification complète du partenaire concerné;

3° l'estimation de la répartition des parts respectives des titulaires concernés, ainsi que, le cas échéant, les justificatifs de cette estimation.

§ 3. En application de l'article 56, § 3, 2°, de l'arrêté du 12 février 2015, les droits d'usage sont évalués en fonction de leur valeur normale sur le marché au moment de l'apport dans l'activité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'apport de droit d'usage de numéraire est évalué selon la valeur nominale au moment de l'apport. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VI comportant l'article 29 rédigé comme suit :

"CHAPITRE VI. — Les dates limites de dépôts

Art. 29. La date limite de dépôt prévue à l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 12 février 2015 est le 31 mars de chaque année.

La date limite de dépôt prévue à l'article 3, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du 12 février 2015 est le 30 avril de chaque année.

La date limite de dépôt prévue à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 12 février 2015 est le 31 mai de chaque année. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VII comportant l'article 30 rédigé comme suit :

"CHAPITRE VII. — Registre d'exploitation

Art. 30. En application de l'article 61 de l'arrêté du 12 février 2015, les éléments probants indiqués dans le registre d'exploitation sont, pour chaque superficie d'intérêt écologique :

1° l'identification de la parcelle, en ce compris son numéro dans la demande de paiement unique;

2° pour la diversification des cultures :

a) la date de semis;

b) la date de récolte;

c) l'espèce implantée;

d) si la diversification des cultures se justifie par l'utilisation d'une même espèce implantée en hiver ou au printemps, le nom commercial de la variété;

3° pour les plantes fixatrices d'azote utilisées comme superficie d'intérêt écologique :

a) la date de semis;

b) la date de récolte;

c) la date d'application, nom commercial et quantité de produits phytopharmaceutiques appliqués;

4° pour les cultures dérobées utilisés comme superficie d'intérêt écologique :

a) la date d'implantation;

b) la date de destruction;

c) la composition du mélange;

d) la date de récolte si le couvert est récolté durant les trois mois de végétation obligatoire;

5° pour les bandes tampons utilisées comme superficie d'intérêt écologique :

- a) la date d'implantation;
- b) la composition;
- c) la date de destruction et le mode d'exploitation. ».

Art. 8. Dans l'arrêté ministériel du 7 mai 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, il est inséré un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. En application de l'article 4, § 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, le nombre maximum d'animaux qu'un titulaire peut faire valoir en vertu des articles 10, § 3, 19, § 3, 25, § 3, et 30, § 2, du même arrêté, est déterminé selon la formule suivante :

$A \times H$

dans laquelle :

A = la proportion de la part ou de l'apport du titulaire dans le capital du partenaire, exprimée en pourcentage;

H = le nombre d'animaux du partenaire potentiellement éligible à un soutien couplé pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis.

Le nombre d'animaux qu'un titulaire peut faire valoir est limité au maximum prévu aux articles 10, § 3, alinéa 2, 19, § 3, alinéa 2, 25, § 3, alinéa 2, et 30, § 2, alinéa 2.

Les titulaires supportent la charge de la preuve de leurs parts ou de leurs apports respectifs.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, dans le cas d'une association sans personnalité juridique constituée par d'un titulaire et de son conjoint aidant visé à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, si les conjoints ne savent pas prouver par d'autres éléments de preuves leurs parts ou leur apports respectives en raison de circonstances particulières, le titulaire et son conjoint aidant peuvent produire une convention de répartition mentionnant :

1° l'identification complète du titulaire et de son conjoint aidant;

2° l'identification complète du partenaire concerné;

3° l'estimation de la répartition des parts respectives des titulaires concernés, ainsi que, le cas échéant, les justificatifs de cette estimation.

§ 3. En application de l'article 4, § 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, les droits d'usage sont évalués en fonction de leur valeur normale sur le marché au moment de l'apport dans l'activité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'apport de droit d'usage de numéraire est évalué selon la valeur nominale au moment de l'apport. ».

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 9. L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Namur, le 17 décembre 2015.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/200162]

17. DEZEMBER 2015 — Ministerialerlass betreffend die Identifizierung der Partner und die autonome Führung der landwirtschaftlichen Betriebe und zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.22 § 4, D. 24 § 2 und § 3, D.241, D.242 und D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Artikel 3 § 3, 4 § 1, 53 Absatz 1 und 56 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015, Artikel 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe, Artikel 3 § 1;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Mai 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe;

Aufgrund der am 17. September 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 30. November 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.413/4 des Staatsrats,

Beschließt:

KAPITEL I — Identifizierung der Partner und autonome Führung der landwirtschaftlichen Betriebe

Artikel 1 - Die in Artikel 3 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe, nachstehend der Erlass vom 17. Dezember 2015 genannt, angeführten Kontaktangaben sind folgende:

- 1° der Wohnsitz oder der Gesellschaftssitz;
- 2° gegebenenfalls die Verwaltungsanschrift;
- 3° gegebenenfalls eine elektronische Anschrift;
- 4° eine Telefonnummer.

Die in Artikel 3 § 1 des Erlasses vom 17. Dezember 2015 angeführten Angaben der Bankverbindung sind:

- 1° die IBAN Nummer der Bankverbindung des Partners;
- 2° die BIC Nummer der Bankverbindung des Partners.

KAPITEL II — Abänderungsbestimmungen

Art. 2 - In den Ministerialerlass vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte wird nach Artikel 2 ein Kapitel I/1 eingefügt, dass die Artikel 2/1 und 2/2 mit folgendem Wortlaut umfasst:

"KAPITEL I/1 - Kriterien für die Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem für die Beweidung oder den Anbau geeigneten Zustand im Sinne von Artikel 4 § 1 Punkt c) ii) der Verordnung Nr. 1307/2013

Art. 2/1 - In Anwendung von Artikel 8/2 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte sind die Anzeichen des Schnitts und der Pflege, die wenigstens jedes zweite Jahr durchgeführt werden, folgende:

- 1° für den mehrjährigen Niederstamm-Obstbau die Tatsache, dass keine abgestorbenen, beschädigten oder kranken Äste und keine Baumstumpfe vorhanden sind;
- 2° für die Himbeersträucher werden die Äste, die Früchte getragen haben, geschnitten;
- 3° für die Reben werden die Ruten so geschnitten, dass das Vermehrungspotential und die Struktur der Pflanze erhalten bleibt;
- 4° für den Hopfenanbau werden die Triebe so geschnitten, dass das Vermehrungspotential und die Struktur der Pflanze erhalten bleiben.

Art. 2/2 - In Anwendung von Artikel 8/2 Absatz 3 desselben Erlasses handelt es sich bei den Dauerkulturen, die den Bestimmungen von Artikel 8/2 Absatz 4 desselben Erlasses nicht unterliegen, um folgende:

- 1° Mehrjähriger Obstbau;
- 2° Baumschulen für forstliche Baumarten;
- 3° Haselnussbaum;
- 4° Walnussbaum;
- 5° Forstkulturen mit einer kurzen Umtriebszeit und Niederwald mit kurzer Umtriebszeit;
- 6° Miscanthus."

Art. 3 - Artikel 25 Paragraph 2 Ziffer 5 wird durch den Wortfolge ", unter der Bedingung, dass der Aufwuchs von wenigstens einer der Arten gewährleistet ist." ergänzt.

Art. 4 - Artikel 27 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

- 1° Paragraph 1 Absatz 1 wird durch Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° *Trifolium spp.*;

2° In Paragraph 2 Ziffer 7 wird der Begriff "Luzerne-kulturen" durch die Wortfolge "Luzerne- und Kleekulturen" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 28 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 28 - § 1. In Anwendung von Artikel 56 § 3 Ziffer 1 des Erlasses vom 12. Februar 2015 wird die Anzahl Hektar, die ein Inhaber in Anwendung von Artikel 56 § 2 geltend machen kann, anhand folgender Formel bestimmt:

$A \times H$

wobei:

A = das Verhältnis der Anteile oder der Einbringung des Inhabers in das Kapital des Partners in Prozent;

H = die Anzahl Hektar des Partners, die im Rahmen der Umverteilungsprämie potentiell förderfähig sind.

Die Anzahl Hektar, die ein Inhaber geltend machen kann, ist auf 30 Hektar begrenzt.

Die Inhaber haben den Beweis ihrer jeweiligen Anteile zu erbringen.

§ 2. Falls die Ehepartner im Rahmen der Anwendung von Paragraph 1 und insofern es sich um einen Verein ohne Rechtspersönlichkeit handelt, der durch einen Inhaber und seinen mithelfenden Ehepartner nach Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 gebildet wird, aufgrund besonderer Umstände nicht in der Lage sind, durch andere Beweismittel ihre Anteile oder ihrer jeweiligen Einbringungen nachzuweisen, so können der Inhaber und sein mithelfender Ehepartner eine Aufteilungsvereinbarung vorlegen, die folgende Informationen umfasst:

1° die vollständige Identifizierung des Inhabers und seines mithelfenden Ehepartners;

2° die vollständige Identifizierung des betreffenden Partners;

3° die Schätzung der Aufteilung der jeweiligen Anteile der betreffenden Inhaber sowie gegebenenfalls die Belege für diese Schätzung.

§ 3. In Anwendung von Artikel 56 § 3 Ziffer 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 werden die Nutzungsrechte auf der Grundlage ihres normalen Marktwerts zum Zeitpunkt ihrer Einbringung in die Betriebstätigkeit bewertet.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Einbringung von Nutzungsrechten in Bar nach dem Nennwert zum Zeitpunkt der Einbringung bewertet."

Art. 6 - In denselben Erlass wird das den Artikel 29 umfassende Kapitel VI mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL VI — Fristen für die Hinterlegung

Art. 29 - Das in Artikel 3 § 3 Absatz 1 des Erlasses vom 12. Februar 2015 festgelegte Datum ist der 31. März jeden Jahres.

Das in Artikel 3 § 3 Absatz 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 festgelegte Datum ist der 30. April jeden Jahres.

Das in Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses vom 12. Februar 2015 festgelegte Datum ist der 31. Mai jeden Jahres."

Art. 7 - In denselben Erlass wird das den Artikel 30 umfassende Kapitel VII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL VII — Betriebsregister

Art. 30 - In Anwendung von Artikel 61 des Erlasses vom 12. Februar 2015 sind die beweiskräftigen Bestandteile, die für jede im Umweltinteresse genutzte Fläche im Betriebsregister angeführt werden:

1° die Identifizierung der Parzelle einschließlich ihrer Nummer in dem Antrag auf die Betriebsprämie;

2° für die Anbaudiversifizierung:

a) das Datum der Aussaat;

b) das Datum der Ernte;

c) die angepflanzte Art;

d) falls die Anbaudiversifizierung durch die Verwendung einer Art gerechtfertigt wird, die für die Sommer- und Winterkulturen ausgesät wird, die Handelsbezeichnung der Art;

3° für die Stickstoff fixierenden Pflanzen, die als im Umweltinteresse genutzte Fläche verwendet werden:

a) das Datum der Aussaat;

b) das Datum der Ernte;

c) das Datum der Anwendung, die Handelsbezeichnung und die Menge der angewandten Pflanzenschutzmittel;

4° für den Zwischenfruchtanbau, der als im Umweltinteresse genutzte Fläche verwendet wird:

a) das Datum der Aussaat;

b) das Datum der Zerstörung;

c) die Zusammensetzung der Mischung;

d) das Datum der Ernte, falls die Pflanzendecke innerhalb der drei Monate, in denen die Vegetation zu erhalten ist, geerntet wird;

5° für die Pufferstreifen, die als im Umweltinteresse genutzte Fläche verwendet werden:

a) das Datum der Aussaat;

b) die Zusammensetzung;

c) das Datum der Zerstörung und die Bewirtschaftungsmethode."

Art. 8 - In den Ministerialerlass vom 7. Mai 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe wird ein Artikel 13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13 - § 1. In Anwendung von Artikel 4 § 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe wird die Anzahl Tiere, die ein Inhaber gemäß Artikel 10 § 3, 19 § 3, 25 § 3 und 30 § 2 geltend machen kann, anhand folgender Formel bestimmt:

$A \times H$

wobei:

A = das Verhältnis des Anteils oder der Einbringung des Inhabers in das Kapital des Partners in Prozent;

H = die Anzahl potentiell förderfähiger Tiere im Rahmen der gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe.

Die Anzahl Tiere, die ein Inhaber geltend machen kann, ist auf die Höchstzahl begrenzt, die in den Artikeln 10 § 3 Absatz 2, 19 § 3 Absatz 2, 25 § 3 Absatz 2 und 30 § 2 Absatz 2 angeführt wird.

Die Inhaber haben den Beweis ihrer Anteile oder ihrer jeweiligen Einbringungen zu erbringen.

§ 2. Falls die Ehepartner im Rahmen der Anwendung von Paragraph 1 und insofern es sich um einen Verein ohne Rechtspersönlichkeit handelt, der durch einen Inhaber und seinen mithelfenden Ehepartner nach Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 gebildet wird, aufgrund besonderer Umstände nicht in der Lage sind, durch andere Beweisstücke ihre Anteile oder ihrer jeweiligen Einbringungen nachzuweisen, so können der Inhaber und sein mithelfender Ehepartner eine Aufteilungsvereinbarung vorlegen, die folgende Informationen umfasst:

1° die vollständige Identifizierung des Inhabers und seines mithelfenden Ehepartners;

2° die vollständige Identifizierung des betreffenden Partners;

3° die Schätzung der Aufteilung der jeweiligen Anteile der betreffenden Inhaber sowie gegebenenfalls die Belege für diese Schätzung.

§ 3. In Anwendung von Artikel 4 § 3 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe werden die Nutzungsrechte auf der Grundlage ihres normalen Marktwerts zum Zeitpunkt ihrer Einbringung in die Betriebstätigkeit bewertet.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Einbringung von Nutzungsrechten in Bar nach dem Nennwert zum Zeitpunkt der Einbringung bewertet.“.

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 9 - Artikel 4 tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Namur, den 17. Dezember 2015

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200162]

17 DECEMBER 2015. — Ministerieel besluit betreffende de identificatie van de partners en het autonome beheer van de landbouwbedrijven en tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.22, § 4, D. 24, § 2 en § 3, D.241, D.242 en D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, artikelen 3, § 3, 4, § 1, 53, eerste lid, en 56, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015, artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwernummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, artikel 3, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

Gelet op het overleg van 17 september 2015 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het rapport van 5 februari 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 58.413/4 van de Raad van State, gegeven op 30 november 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Identificatie van de partners en autonoom beheer van de landbouwbedrijven*

Artikel 1. De adresgegevens van de partner die bedoeld zijn in artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, hierna het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 genoemd, zijn :

- 1° de woonplaats of de maatschappelijke zetel;
- 2° in voorkomend geval, het administratief adres;
- 3° in voorkomend geval, een e-mailadres;
- 4° een telefoonnummer.

De bankgegevens van de partner bedoeld in artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 zijn :

- 1° het IBAN-nummer van de bankrekening van de partner;
- 2° de BIC-code van de bankrekening van de partner.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. In het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers wordt een hoofdstuk I/1, bevattende de artikelen 2/1 en 2/2, ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK 1/1. Criteria betreffende de instandhouding van het areaal in een voor beweiding of teelt geschikte staat overeenkomstig artikel 4, § 1, punt c), ii), van Verordening 1307/2013

Art. 2/1. Overeenkomstig artikel 8/2, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers zijn de tekens van een snoeiing en een onderhoud die minstens één keer om de twee jaar worden verricht, de volgende :

- 1° voor meerjarige laagstammige fruitteelten, afwezigheid van dode, gebroken, beschadigde of zieke takken alsook van boomstronken;
- 2° voor de frambozenstruiken worden de rieten die fruit hebben gedragen, gesnoeid;
- 3° voor de wijnstokken worden de stekken zodanig gesnoeid dat het productiepotentieel en de structuur van de plant worden gehandhaafd;
- 4° voor de teelt van hop worden de lianen zodanig gesnoeid dat het productiepotentieel en de structuur van de plant worden gehandhaafd.

Art. 2/2. Overeenkomstig artikel 8/2, derde lid, van hetzelfde besluit, zijn de permanente teelten die niet onderworpen worden aan artikel 8/2, vierde lid, van hetzelfde besluit :

- 1° de meerjarige hoogstammige fruitteelten;
- 2° de kwekerijen van bosplanten;
- 3° de hazelaar;
- 4° de notenboom;
- 5° de bosgewassen met korte rotatie en de kreupelbossen met zeer korte rotatie;
- 6° de miscanthus."

Art. 3. In artikel 25 van hetzelfde besluit, wordt § 2, 5°, aangevuld met de woorden "voor zover de hergroei van minstens één van de soorten wordt gewaarborgd."

Art. 4. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° § 1, eerste lid, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :
"6° *Trifolium spp.*";
- 2° in § 2, 7°, worden de woorden "teelt van blauwe klaver" vervangen door de woorden "teelt van luzerne en klaver".

Art. 5. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 28. § 1. Overeenkomstig artikel 56, § 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt het aantal hectaren dat een titularis overeenkomstig artikel 56, § 2, kan laten gelden, bepaald volgens de volgende formule:

$A \times H$

waarin :

A = het percentage aandelen of de inbreng van de titularis in het kapitaal van de partner uitgedrukt in percentage;
H = het aantal hectaren van de partner dat potentieel in aanmerking kan komen voor de herverdelingsbetaling.
Het aantal hectaren dat een titularis kan laten gelden, wordt op 30 ha beperkt.

De titularissen dragen de last van het bewijs van hun respectievelijke aandelen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, in het geval van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid opgericht door een titularis en zijn meewerkende echtgeno(o)t(e) bedoeld zijn in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 en als de echtgenoten hun respectievelijke aandelen of inbrengen niet via andere elementen wegens bijzondere omstandigheden kunnen bewijzen, kunnen de titularis en zijn meewerkende echtgeno(o)t(e) een verdelingsovereenkomst voorleggen, waarin de volgende gegevens worden vermeld :

1° de volledige identificatie van de titularis en van zijn meewerkende echtgeno(o)t(e);

2° de volledige identificatie van de betrokken partner;

3° de raming van de verdeling van de respectievelijke aandelen van de betrokken titularissen alsook, in voorkomend geval, de bewijsstukken van die raming.

§ 3. Overeenkomstig artikel 56, § 3, 2°, van het besluit van 12 februari 2015 worden de gebruiksrechten naar gelang van hun normale waarde op de markt bij de inbreng in de activiteit beoordeeld.

In afwijking van het eerste lid wordt de inbreng van gebruiksrechten in geld beoordeeld volgens de nominale waarde bij de inbreng.”.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VI, bevattende artikel 29, ingevoegd, luidend als volgt :

”HOOFDSTUK VI. Uiterste data voor de indieningen

Art. 29. De uiterste datum voor de indiening die bedoeld is in artikel 3, § 3, eerste lid, van het besluit van 12 februari 2015 is 31 maart van elk jaar.

De uiterste datum voor de indiening die bedoeld is in artikel 3, § 3, tweede lid, van het besluit van 12 februari 2015 is 30 april van elk jaar.

De uiterste datum voor de indiening die bedoeld is in artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van 12 februari 2015 is 31 mei van elk jaar.”.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VII, bevattende artikel 30, ingevoegd, luidend als volgt :

”HOOFDSTUK VII. Bedrijfsregister

Art. 30. Overeenkomstig artikel 61 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 zijn de in het bedrijfsregister vermelde bewijselementen voor elke oppervlakte met een ecologisch belang :

1° de identificatie van het perceel, met inbegrip van zijn nummer in de bedrijfstoelagaanvraag;

2° voor gewasdiversificatie :

a) de zaaiingsdatum;

b) de oogstdatum;

c) het gezaaide soort;

d) indien de gewasdiversificatie gerechtvaardigd wordt door het gebruik van eenzelfde soort dat in winter of in de herfst wordt gezaaid, de handelsnaam van het soort;

3° voor de planten die stikstof vasthouden en die gebruikt worden als oppervlakte van ecologisch belang :

a) de zaaiingsdatum;

b) de oogstdatum;

c) de toepassingsdatum, handelsnaam en hoeveelheid toegepaste fytofarmaceutische producten;

4° voor de vanggewassen die gebruikt worden als oppervlakte van ecologisch belang:

a) de zaaiingsdatum;

b) de vernielingsdatum;

c) de samenstelling van het mengsel;

d) de oogstdatum indien de bedekking geoogst wordt tijdens de drie maanden van verplichte vegetatie;

5° voor de bufferstroken die gebruikt worden als oppervlakte van ecologisch belang :

a) de zaaiingsdatum;

b) de samenstelling;

c) de vernielingsdatum en de exploitatiewijze.”.

Art. 8. In het ministerieel besluit van 7 mei 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, wordt een artikel 13 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 13. § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 3, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, wordt het maximumaantal dieren dat de titularis kan laten gelden krachtens de artikelen 10, § 3, 19, § 3, 25, § 3, en 30, § 2, van hetzelfde besluit bepaald volgens de volgende formule :

$$A \times H$$

waarin :

A = het percentage van het aandeel of van de inbreng van de titularis in het kapitaal van de partner uitgedrukt in percentage;

H = het aantal dieren van de partner dat potentieel in aanmerking kan komen voor een gekoppelde steun voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen.

Het aantal dieren dat een titularis kan laten gelden, wordt beperkt op het maximum bedoeld in de artikelen 10, § 3, tweede lid, 19, § 3, tweede lid, 25, § 3, tweede lid, en 30, § 2, tweede lid.

De titularissen dragen de last van het bewijs van hun respectievelijke aandelen en inbrengen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, in het geval van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid opgericht door een titularis en zijn meewerkende echtgeno(o)t(e) bedoeld zijn in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2015 mei 3 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen en als de echtgenoten hun respectievelijke aandelen of inbrengen niet via andere elementen wegens bijzondere omstandigheden kunnen bewijzen, kunnen de titularis en zijn meewerkende echtgeno(o)t(e) een verdelingsovereenkomst voorleggen, waarin de volgende gegevens worden vermeld :

1° de volledige identificatie van de titularis en van zijn meewerkende echtgeno(o)t(e);

2° de volledige identificatie van de betrokken partner;

3° de raming van de verdeling van de respectievelijke aandelen van de betrokken titularissen alsook, in voorkomend geval, de bewijsstukken van die raming.

§ 3. Overeenkomstig artikel 4, § 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, worden de gebruiksrechten naar gelang van hun normale waarde op de markt bij de inbreng in de activiteit beoordeeld.

In afwijking van het eerste lid wordt de inbreng van gebruiksrechten in geld beoordeeld volgens de nominale waarde bij de inbreng.” ».

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 9. Artikel 4 treedt in werking op 1 januari 2016.

Namen, 17 december 2015.

R. COLLIN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2016/02002]

13 JANUARI 2016. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de samenstelling van de interdepartementale beroepscommissie inzake evaluatie

De Minister belast met Ambtenarenzaken,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1997 en 3 mei 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2015, de artikelen 25, 26 en 27;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 januari 2014 tot vaststelling van de samenstelling van de interdepartementale beroepscommissie inzake evaluatie, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 maart 2015;

Gelet op de aanwijzingen voorgesteld door de in college vergaderde voorzitters van het directiecomité van de federale overheidsdiensten en voorzitters van de programmatorische federale overheidsdiensten van 5 januari 2016 en door de representatieve van organisaties,

Besluit :

Artikel 1. Worden aangewezen om te zetelen in de Franstalige afdeling van de Interdepartementale beroepscommissie inzake evaluatie :

1° In de hoedanigheid van voorzitter, Mevr. Laura Szabo, directeur bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

2° In de hoedanigheid van plaatsvervangende voorzitter, Jean-Marc Delporte, voorzitter van het Directiecomité van de FOD Economie;

3° In de hoedanigheid van effectieve leden :

— de heer Christian Barthelemy, adviseur bij de FOD Personeel en Organisatie, en,

— de heer Marc Dizier, adviseur-generaal bij de FOD Justitie;

4° In de hoedanigheid van plaatsvervangende leden :

— Mevr. Pascale Cadiat, directeur bij de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, en,

— de heer Philippe Mortier, directeur-generaal bij de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2016/02002]

13 JANVIER 2016. — Arrêté ministériel fixant la composition de la commission interdépartementale de recours en matière d'évaluation

Le Ministre chargé de la Fonction publique,

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, modifiée par les lois du 17 juillet 1997 et 3 mai 2003;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 2015, les articles 25, 26 et 27;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2014 fixant la composition de la commission interdépartementale des recours en matière d'évaluation, modifié par l'arrêté ministériel du 16 mars 2015;

Vu les désignations proposées par les présidents de comités de direction des services publics fédéraux et des présidents des services publics fédéraux de programmation réunis en collège le 5 janvier 2016 ainsi que par les organisations syndicales représentatives,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont désignés pour siéger à la section d'expression française de la commission interdépartementale de recours en matière d'évaluation :

1° En qualité de président, Mme Laura Szabo, directrice au Service public fédéral Intérieur;

2° En qualité de président suppléant, Jean-Marc Delporte, président du Comité de direction du SPF Economie;

3° En qualité de membres effectifs :

— M. Christian Barthelemy, conseiller au SPF Personnel et Organisation, et,

— M. Marc Dizier, directeur général au SPF Justice;

4° En qualité de membres suppléants :

— Mme Pascale Cadiat, directrice au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, et,

— M. Philippe Mortier, directeur général au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.